



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 1801

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Patrick Ollier.

M. Patrick Ollier. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Comment le Président de la République a-t-il pu gâcher les atouts de la France pendant ces deux années ?
(*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Plusieurs députés du groupe UMP . Eh oui !

M. Patrick Ollier. Par ses décisions, il a dégradé le pouvoir d'achat des Français, en baisse de 1,2 %, avec un matraquage fiscal sans précédent. Il a dégradé la compétitivité des entreprises (*Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC*) par des décisions inadaptées. Résultat, 10,3 % de chômage. Deux ans de perdus par une politique dogmatique et improvisée soutenue par votre majorité, qui continue à ignorer ces évidences.

Hier, François Hollande a reconnu s'être trompé. Quel aveu terrible ! Mais il s'agit du Président de la République et du quotidien des Français.

Depuis votre nomination, monsieur le Premier ministre, on assiste à une avalanche de nouvelles décisions. Preuve des erreurs commises ou manœuvre de diversion ? Parmi elles, votre pacte voté par une majorité fragilisée, pacte qui n'est pas à la hauteur de la situation.

Vous décidez de faire 50 milliards d'économies. Le compte n'y est pas. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Deflesselles. C'est vrai !

M. Jean Glavany. Combien vous en faut-il ?

M. Patrick Ollier. Le Haut conseil des finances publiques, présidé par un socialiste, dit que vos prévisions sont trop optimistes. Le président de la commission des finances de l'Assemblée considère qu'il faudrait faire 100 milliards d'économies.

Vous proposez des économies. Très bien, mais ce ne sont pas les bonnes. Vous recrutez 60 000 fonctionnaires dans l'éducation,...

M. Yves Durand. Bravo !

M. Patrick Ollier. ...alors qu'il faut diminuer la dépense publique. C'est un pacte de dupes !

Monsieur le Premier ministre, comment baisser les impôts en 2015 si vous ne parvenez pas à contenir les dépenses ?

L'OCDE confirme que la baisse du chômage n'est pas envisageable avant 2016, la Commission européenne considère que vos prévisions économiques sont très fragiles. Ce sont les institutions européennes qui jugent vos actes.

Face à un tel constat,...

M. le président. Merci, monsieur Ollier. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget.

M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget. Je vous remercie de votre question, monsieur le député, qui tente de nous entraîner d'un bilan de deux ans à un bilan sur douze ans. Ce qui intéresse les Français aujourd'hui, c'est l'axe, confirmé par le Président de la République au début de janvier puis par le vote de l'Assemblée après le discours de politique générale du Premier ministre, et les idées fortes qui seront traduites dans les dispositions dont le Parlement sera saisi dans les prochaines semaines.

Il y a deux idées fortes. Pour commencer, il faut prioriser l'action de l'État, c'est-à-dire confirmer les priorités accordées à la jeunesse, à la relance des investissements, à la restauration de la compétitivité à notre économie. Mais pour prioriser, il faut aussi moderniser l'appareil de l'État : c'est le sens des réformes qui vous sont proposées aussi bien dans le domaine de la santé que dans celui des collectivités territoriales, avec une organisation de l'État qui réponde au mieux à ces priorités que le Gouvernement souhaite confirmer.

Tout cela nous permettra de faire des économies, mais ce n'est pas un but en soi. L'objectif est de dégager des marges de manœuvre pour répondre à un problème que chacun s'accorde à reconnaître : le manque de compétitivité de nos entreprises.

M. Patrick Ollier. Il faut faire 100 milliards d'économies !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Le souhait des Français, c'est de retrouver du pouvoir d'achat, ce qui passera par la remise en marche d'un appareil industriel qui a été délaissé pendant trop longtemps.

Si nous pouvons tous avoir des discussions très longues sur le passé et les urgences, monsieur Ollier, je crois que les Français attendent surtout que nous nous rassemblions autour de ces idées, auxquelles vous pourriez vous rallier, probablement pas dans un esprit d'unité nationale, ce à quoi vous n'êtes pas prêt,...

M. Bernard Deflesselles. C'est vraiment laborieux !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. ...mais en tout cas pour nous permettre de retrouver la confiance et la croissance. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Mes chers collègues, je demande aux uns et aux autres de faire en sorte que nous retrouvions un niveau sonore acceptable dans l'hémicycle.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Ollier](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1801

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 mai 2014](#)